CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2017

Fiche de rendement

SOYEZ AUDACIEUSE

CUPE SCFP Ontario

SOYEZ BRAVE

FICHE DE RENDEMENT DU SCFP Ontario en 2016

Lutte contre l'austérité et la privatisation	
Action demandée :	**Action prise :**
Luttera contre le transfert des richesses du public aux entreprises privées et le transfert des services publics aux sociétés à but non lucratif. Ceci inclut des campagnes contre la vente des actifs du public, la sous-traitance d'emplois du secteur public et toute forme de privatisation.	L'opposition à la privatisation des services publics était une des priorités principales du SCFP Ontario en 2016. Notre syndicat est une force très visible contre la privatisation d'Hydro One. Nous avons lancé une poursuite d'abus de pouvoir historique contre la Première ministre provinciale, nous avons fait partie d'actions de haut profil contre la privatisation à travers la province et nous avons été un pilier dans la coalition pour Garder les services d'électricité publics. Les campagnes du SCFP Ontario contre la privatisation ont gagné une victoire importante cette année à North Bay lorsque nous avons finalement poussé le conseil régional à inverser les plans de privatisation de Cassellholme. Le SCFP Ontario fut un partenaire critique dans la bataille communautaire contre la vente des services d'électricité municipaux PDI à Peterborough. Nous avons appuyé la bataille difficile de la section locale 543 pour arrêter la sous-traitance des emplois d'entretien aux soins de longue durée à Windsor. La section locale 416 a travaillé avec les alliés syndicaux et communautaires pour arrêter la privatisation du ramassage d'ordures à Toronto.
Identifiera où l'on propose des contrats d'impact social et d'autres formes de financement social et travaillera avec les sections locales et le comité de coordination des travailleurs en services sociaux (CCTSS) pour développer des plans d'action pour arrêter ces mesures dévastatrices.	Le SCFP Ontario a participé au forum d'un jour de l'Association des services sociaux municipaux de l'Ontario portant sur les contrats d'impact social en Ontario, y compris une présentation dans la nouvelle division de contrats d'impact social établie par la province. À ce moment là, le processus de demande avait conclu et la division de contrats d'impact social avait une liste restreinte de propositions. Le CCTSS a révisé les employeurs et programmes qui ont fait des demandes et aucun lieu de travail du SCFP ne fut affecté. Cependant, il était évident d'après l'expérience d'autres provinces que Centraide et la Caisse populaire ont joué un

	rôle clé dans la mise en œuvre des contrats d'impact social. Le SCFP Ontario a rédigé des lettres à l'Association de caisses populaires de l'Ontario et à Centraide Ontario, communicant très clairement notre opposition aux contrats d'impact social en Ontario, et on a reçu des accusés de réception des deux organisations pour aviser qu'elles n'allaient pas entretenir des contrats d'impact social en Ontario.
Travaillera avec les comités sectoriels et les sections locales pour identifier les cas de privatisation et de sous-traitance dans nos lieux de travail et développera des stratégies continues pour arrêter la privatisation au niveau local. Les dirigeants et militants des sections locales devront jouer un rôle principal pour identifier les risques de privatisation.	Les soins de longue durée de Cassellholme à North Bay, le ramassage d'ordures solides à Toronto, Toronto Hydro, les services de concierges à l'Université de Guelph représentent certaines des batailles contre la privatisation entreprises et gagnées par les membres du SCFP. Le CSHO et la Coalition ontarienne de la santé (COS) font campagne pour empêcher la privatisation ou la fermeture de services cliniques aux hôpitaux, y compris les **services de diagnostics**. Ces campagnes offrent des colloques, des rassemblements, des convois d'autobus à l'Assemblée législative, des sondages, des publicités et des campagnes d'enseignes de pelouse. On entreprend aussi des campagnes supplémentaires pour arrêter la privatisation des **services de nettoyage**, des **services alimentaires**, et des **services de buanderie**.
Développera des équipes d'interventions en cas d'urgence aux niveaux régionaux et sectoriels qui seront en mesure de lutter contre la privatisation sur le terrain. Arrêter la privatisation peut seulement avoir lieu avec l'engagement et le militantisme des sections locales et des membres ordinaires. Arrêter la privatisation doit aussi inclure l'éducation du public et la promotion d'une résistance populaire.	Nous avons travaillé avec les Présidents de conseils régionaux pour bâtir cette capacité. Il y a encore beaucoup pas à faire. Les conseils du SCFP sont la meilleure façon d'être sur le terrain dans les communautés pour permettre à nos sections locales d'établir des liens et s'appuyer les uns les autres.

Privatisation des services d'électricité	
Action demandée :	**Action prise :**
Fera campagne pour arrêter la vente d'Hydro One afin qu'elle appartienne complètement au public à nouveau.	En 2016, nous avons lancé 8 événements communautaires dans des circonscriptions cibles des Libéraux et nous avons eu deux manifestations fructueuses à travers la province.
Continuera à mettre de la pression politique ciblée sur les députés provinciaux Libéraux dans leurs circonscriptions pour les rendre politiquement imputables pour les conséquences désastreuses de la vente de notre système d'électricité.	En plus des événements communautaires, le SCFP a lancé une poursuite contre la Première ministre provinciale, Ministre Sousa et Ministre Thilbeault et nous avons reçu beaucoup de soutien du public pour ces efforts.
Créera une opposition visible sur le terrain pour aider les électeurs à dénoncer la responsabilité directement à leurs députés provinciaux Libéraux.	Des équipes de bénévoles et de militants locaux ont distribué des circulaires et ont fait du porte-à-porte dans les circonscriptions Libérales. Les publicités imprimées, les affiches visibles et les médias régionaux ont tous pointé du doigt aux députés provinciaux Libéraux de la région.
Bâtira sur l'opposition municipale pour privatiser les services d'électricité et luttera pour la possession et l'exploitation municipale et publique des entreprises de distribution locale (EDL) en ciblant des politiciens municipaux.	Nous avons appuyé et fourni les ressources pour les campagnes à Toronto, Peterborough, Wasaga Beach et nous avons empêché la privatisation des services d'électricité à Toronto et à Guelph. Nous continuons à surveiller d'autres régions.
Bâtira sur notre stratégie de recrutement à l'interne pour améliorer la capacité de nos membres lors des campagnes locales à ce sujet et au sujet d'autres campagnes contre la privatisation.	Grâce à la libération à temps plein d'un recruteur de membres, nous avons eu trois rencontres régionales des dirigeants du SCFP avant chaque événement public pour réunir et rassembler nos membres pour passer à l'action.
Bâtira la coalition Gardons les services d'électricité publics pour élargir le réseau d'organismes travaillant avec nous et encouragera les partenaires de coalitions à aider à financer la campagne.	Nous avons continué à appuyer la coalition Gardons les services d'électricité publics et continuerons à travailler avec une liste plus longue d'alliés.
Saisira le potentiel de l'activité sur le terrain et les liens communautaires provenant de la campagne Gardons les services d'électricité publics pour s'organiser contre d'autres formes de privatisation.	La transition des Libéraux d'offrir un « rabais », ainsi que la chute de popularité de Wynne dans les résultats des sondages, sont deux indicateurs que ce programme de privatisation a été discrédité. Notre campagne a certainement joué un rôle là-dessus.

Fiscalité équitable	
Action demandée :	**Action prise :**
Continuera à exiger au gouvernement provincial de restaurer les taux d'impôts sur les sociétés au moins jusqu'aux niveaux de 14%, comme en 2009.	Nous avons continué à exiger, surtout dans toutes nos interventions portant sur le budget provincial, y compris notre soumission officielle pré-budgétaire et lors de nos présentations à Queen's Park auprès du comité permanent sur les finances et l'économie, que l'Ontario augmente les taux d'impôts sur les sociétés, de les restaurer, au minimum, jusqu'au niveau de 2009, c'est-à-dire, 14%.
Exigera une fiscalité équitable qui met fin aux abris fiscaux incitant des paiements des tricheurs d'impôts sur les sociétés qui utilisent des compagnies de l'étranger pour éviter de payer des impôts.	Lors de toutes nos présentations auprès du gouvernement, tous nos brefs budgétaires, toutes nos déclarations auprès du public, tous nos communiqués de presse, toutes nos conférences médiatiques et lorsque nos dirigeants s'adressent aux communautés, les questions de fiscalité équitable sont toujours à l'ordre du jour.
Mettra de la pression pour créer des outils de génération de revenu comme des taxes municipales progressives qui peuvent aider à financer les services municipaux et les conseils scolaires.	Le SCFP Ontario a constamment poussé la province à appuyer l'agrandissement des services publics en adoptant des mesures pour augmenter les sources de revenu provincial. Nous avons lutté pour une augmentation des taux d'impôts sur les sociétés et nous nous sommes opposés à l'utilisation mal guidée des revenus provinciaux pour financer les réductions fiscales. Nous travaillons avec le CCEMO et avec le NPD à Queen's Park pour planifier notre combat pour des outils de revenu municipal nouveaux/améliorés, surtout en dehors de Toronto.

Accroître le rôle du secteur public	
Action demandée :	**Action prise :**
Plaidera pour la croissance et l'agrandissement à long terme du secteur public. Ceci inclura non seulement la protection des actifs qui sont possédés présentement par la province, mais aussi l'élargissement de la possession du public, y compris les actifs générant du revenu.	La campagne Le temps pour soigner du SCFP Ontario pour obtenir une norme minimale de soins pratiques d'une moyenne de quatre heures par jour par résident dans les soins de longue durée a été un exemple puissant du travail continu du SCFP Ontario pour élargir les services publics en Ontario. Ces efforts continueront lors de notre travail pour bâtir le soutien politique de tous les partis du projet de loi 33, le Projet de loi sur le temps alloué aux soins, qui fut rédigé en concert avec le porte-parole de la santé du NPD France Gelinas pour le présenter à Queen's Park.
Exigera que tous les services publics et programmes sociaux soient livrés sur une base universelle.	Nous étions une voix prépondérante contre le RRPO – le Régime de retraite de la province de l'Ontario que Kathleen Wynne a proposé précisément parce que ce n'était pas un régime universel. Pour appuyer les coalitions de parents pour les enfants souffrant d'autisme, nous avons publiquement demandé un système universel et élargi de soutiens au lieu de versements individuels aux familles qui achètent des soutiens pour leurs enfants. Toute la plaidoirie que nous faisons avec la Coalition ontarienne pour des meilleurs soins à l'enfance est fondée entièrement sur la création du système de garderies abordable, public et universel. Ceux-ci sont quelques exemples - mais le principe de l'universalité est au sein de toute notre plaidoirie pour des services publics.
Exigera un élargissement des soins de santé publics universels, y compris le financement pour compenser pour des années de blocages budgétaires et l'élargissement de services couverts sous le système public. Le SCFP exigera qu'un régime de soins pharmaceutiques public universel et un régime dentaire public fassent partie de l'élargissement des soins de santé. Luttera pour des projets d'infrastructure possédés, opérés et financés par le public et insistera que le gouvernement cède	Le CSHO et le SCFP Ontario ont travaillé ensemble sur ce dossier – sur tous les problèmes de coupures pour financer les hôpitaux en particulier. Le CSHO a fait un travail incroyable pour diriger ce travail et à toutes les étapes avec les ressources pour les campagnes, la promotion et la participation à des rassemblements, les réunions avec le gouvernement et le SCFP Ontario les soutient.

sa phobie pour les déficits. Nous sommes loin d'une crise de la dette,[1] et les taux d'intérêt sont à un plancher historique, ce qui rend les emprunts publics bien plus abordables.	
Appuiera le comité de santé et sécurité dans son travail sur la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail sur la santé mentale et exigera une augmentation de ressources publiques pour appuyer ceux qui soufrent de troubles mentaux et le développement de programmes publics pour les soins de santé mentale et la prévention de troubles mentaux.	La campagne La santé mentale est importante développée par le comité des travailleurs blessés continue à donner de la sensibilisation à ce sujet dans les lieux de travail et exigera plus de ressources pour appuyer ceux qui sont touchés par des troubles de santé mentale.
Développera des stratégies pour adresser la violence au milieu de travail à travers tous les secteurs au SCFP.	Les secteurs du SCFP ont développé des campagnes spécifiques contre la violence dans les secteurs et maintenant le comité en santé et sécurité est en train de dresser une campagne multisectorielle.
S'unira au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes pour exiger un service bancaire par la poste possédé par le public.	Le SCFP Ontario a pris une position publique pour appuyer ceci et publie cette position sur tous les envois par la poste.

Lutte contre la pauvreté et l'inégalité salariale	
Action demandée :	**Action prise :**
Défendra et luttera agressivement pour élargir tous les services publics fournis pour appuyer les récipiendaires. En aucun cas pouvons nous accepter un modèle de revenu de base qui mène à des réductions des services vitalement importants que nous livrons ou qui aboutit dans des pertes d'emplois de nos membres.	Nous avons eu une série de réunions et soumissions auprès du gouvernement lors des consultations sur le revenu de base, ainsi qu'une mobilisation avec des groupes contre la pauvreté et la participation de membres qui travaillent dans la livraison d'aide sociale pour créer une forte pression lors des consultations gouvernementales à travers la province, y compris des interruptions et des interventions exigeant une augmentation immédiate des prestations d'aide sociale en tant que vision alternative au programme de revenu de base.
Travaillera avec le CCTSS pour développer une vision compréhensive d'un plan contre la pauvreté socialement progressiste et fera campagne active contre tout projet de revenu de base qui ne	Nous avons développé une série de demandes conjointes avec les syndicats sur une vision progressiste d'un plan général contre la pauvreté, y

[1] Pas de crise à l'horizon : Dette de l'Ontario 1990 – 2015, Centre canadien pour les politiques alternatives, janvier 2016.

respecte pas cette vision progressiste.	compris : • Hausse des prestations d'aide sociale au-dessus du seuil de la pauvreté. • Éliminer les obstacles pour des emplois rémunérés. • L'investissement dans des interactions de plus haut calibre avec les travailleurs de première ligne pour les soutiens et le temps pour planifier les dossiers. • Créer les conditions pour du travail décent. • Mise en œuvre d'un salaire minimum de 15 dollars. • L'objectif est le plein emploi. • Appuyer les programmes de bien-être social universels et livrés par le secteur public. Fermer l'écart salarial entre les sexes en mettant en œuvre les recommandations de la Coalition d'équité salariale qui adresse les problèmes systémiques.
Fournira des ressources aux sections locales pour que les membres aient des connaissances exhaustives sur les différents modèles d'un plan de revenu de base et développent les habiletés pour lutter contre les types de propositions promues par ceux de l'extrême droite comme les Libéraux et les Conservateurs.	Suite à l'annonce de consultations à travers la province organisées par le gouvernement, nous avons distribué un document d'information et un guide de consultation avec des principes et des analyses pour présenter une contre-narrative pour engager les participants dans une vision plus audacieuse de la réforme de l'aide sociale plutôt que la vision étroite d'un revenu de base présentée par le gouvernement.
Travaillera avec les dirigeants de sections locales, les comités sectoriels, les conseil régionaux et les militants à la base pour mettre de la pression sur le gouvernement pour concevoir un plan compréhensif contre la pauvreté fondé sur les services publics universels et élargis, le plein emploi, les revenus et prestations d'aide sociale assez élevés pour franchir le seuil de la pauvreté et des augmentations des taxes aux sociétés pour redistribuer les richesses.	Dans une approche pluridimensionnelle, nous avons appuyé un débat public sur le revenu de base à Toronto en travaillant avec les partenaires de coalitions, ainsi que des matériels pour la distribution générale. En s'engageant dans des débats à des conférences et congrès, nous avons présenté une vision progressiste audacieuse pour la réforme de l'aide sociale, ainsi que l'analyse et des bulletins pour communiquer avec des membres et des alliés.
Continuera à travailler sur la campagne Hausse des prestations, y compris l'attribution d'argent à la campagne pour appuyer ses activités. Travaillera avec la Coalition ontarienne contre la pauvreté et d'autres alliés pour poursuivre la lutte pour	En collaboration avec la coalition Hausse des prestations et les alliés syndicaux, nous avons proposé une contre-narrative au projet pilote sur le revenu de base avec un programme pilote sur le revenu maximal afin de redistribuer les richesses en

augmenter les prestations d'aide sociale à des niveaux qui franchissent le seuil de la pauvreté. Avec ce travail et avec ces alliances, nous bâtirons un mouvement syndical et social robuste qui peut contribuer à bâtir le pouvoir de l'ensemble de la classe ouvrière.	Ontario avec une vision progressiste pour éliminer l'inégalité salariale.
S'engagera avec nos alliés du mouvement syndical et d'autres partenaires de coalitions et organismes progressistes pour se joindre au combat pour une véritable justice sociale et économique en luttant pour le plein emploi et des véritables stratégies pour éliminer la pauvreté, y compris la disponibilité de soutiens concrets envers la campagne 15 $ et la justice et la campagne « Rendre la justice » de la FTO.	Dans tous les communiqués, brefs et soumissions, le lien entre les campagnes générales et l'intersection avec la réforme de l'aide sociale fut mis en vedette, y compris 15 $ et la justice, la campagne Rendre la justice, fermer l'écart salarial entre les sexes et la campagne Hausse des prestations.

Bâtir notre base et le mouvement de la classe ouvrière	
Action demandée :	**Action prise :**
Encouragera toutes les sections locales à s'affilier au SCFP Ontario et aux conseils régionaux pour que toutes les structures du SCFP puissent travailler en concert avec les alliés pour développer des plans stratégiques de riposte.	Ce travail continue. Les ressources supplémentaires sont attribuées à aider les conseils régionaux qui ont le besoin. Notre trousse d'affiliation a été mise à jour et nous avons des membres du conseil exécutif qui participent aux réunions de sections locales pour promouvoir le travail du SCFP Ontario.
Aidera les sections locales et les conseils régionaux dans le développement de comités locaux et communautaires de militants capables de répondre aux attaques, peu importe où ou quand elles ont lieu. Il nous faut des ressources sur le terrain à travers la province pour dresser une défense robuste de services publics et d'emplois de qualité et pour lutter pour un monde meilleur.	L'augmentation drastique de grèves dans la dernière année se traduit dans une augmentation de la coordination entre le SCFP Ontario et les conseils régionaux pour identifier des militants, encourager et animer des lignes de piquetage et d'autres soutiens des membres.
S'assurera que la formation de militants soit fournie aux membres ordinaires. Engagera des membres ordinaires dans une gamme d'activités politiques, y compris des mises de pression, des rassemblements et le développement de liens avec des alliés qui partagent nos valeurs.	Il y aura une formation de militants pour les militants identifiés dans les conseils régionaux en juin 2017.
Développera des équipes de mentorat pour la santé et sécurité et les travailleurs blessés.	Ce travail continue avec les ateliers de mentorat pour les comités de santé et sécurité et des

	travailleurs blessés.
Demandera au SCFP National de dévouer plus de ressources urgemment au recrutement de travailleurs non syndiqués à travers la province et de développer des plans concrets pour recruter des travailleurs précaires. Ceci inclura l'assignation de plus de personnel au recrutement en Ontario.	Le SCFP Ontario continue à jouer un rôle principal dans le travail avec notre syndicat national pour changer la culture de recrutement au SCFP. Nous avons développé des plans de recrutement compréhensifs avec chacun de nos secteurs et nous travaillons pour obtenir les ressources pour les mettre en place.
Travaillera avec les comités sectoriels et aidera le SCFP National à former des recruteurs de membres et développera des plans de recrutement compréhensifs spécifiques aux secteurs, y compris un plan coordonné pour syndiquer les travailleurs de soins à domicile, et le recrutement complet dans les milieux de travail où le SCFP est déjà établi.	Ce travail continue avec plusieurs comités sectoriels complétant la formation sur le recrutement de membres et tous les secteurs travaillent avec les départements du recrutement du SCFP National pour compléter des plans de recrutement complets spécifiques aux secteurs.
Travaillera avec le SCFP National et les comités d'égalité du SCFP Ontario pour développer des stratégies de recrutement dans les milieux de travail où il y a des individus à la recherche de l'équité.	Le recrutement de nouveaux membres doit avoir une optique d'égalité et le SCFP Ontario continue à plaider pour une augmentation de ressources pour avoir des recruteurs représentatifs des membres qui recruteront plus de travailleurs dans notre syndicat.
Demandera au SCFP National de fournir des représentants de service supplémentaires pour appuyer les unités de négociation qui viennent de se syndiquer et aussi d'adresser la charge de travail accrue de personnel existant. Les augmentations de personnel doivent aussi inclure la création d'une plus grande capacité juridique.	La résolution au congrès de 2017 demandera au SCFP National de corriger le déséquilibre de personnel et de ressources financières dans notre province.
Explorera de nouvelles façons de coordonner les négociations (comme le modèle de négociation « front commun » de Québec) pour négocier avec le gouvernement de Kathleen Wynne.	Il y a une meilleure coordination dans notre secteur municipal avec la croissance de la coordination régionale. Nous appuyons une forte coordination dans les soins de longue durée parmi les sections locales qui travaillent pour des chaînes comme Extendicare. Nous redémarrons la coordination dans les services sociaux pour les services développementaux et le bien-être des enfants. La coordination dans les universités est fructueuse avec de bons résultats dans les dernières séries de négociations et il y a des plans pour accroître ces efforts.
Mettra de la pression sur le SCFP National pour fournir plus de ressources qui appuieront les	Le SCFP Ontario met constamment de la pression pour obtenir les ressources supplémentaires pour

négociations coordonnées, y compris plus de personnel et des soutiens pour les campagnes. Ceci inclura des soutiens supplémentaires pour les nouvelles formes de négociations centrales, comme dans les conseils scolaires.	effectuer le travail sectoriel.
Bâtir la base est une condition préexistante nécessaire pour s'engager dans le type d'action militante qui améliorera les vies des travailleurs. Avec le processus pour bâtir la base et le développement de coalitions solides avec d'autres syndicats, les organisations de la classe ouvrière et d'autres groupes qui appuient nos objectifs, nous nous engagerons dans des actions progressives qui pourraient culminer dans une grève générale.	Le SCFP Ontario continue à bâtir la participation des membres et le militantisme avec des opportunités de formation et d'éducation pour les membres, y compris le prochain atelier de militants des conseils régionaux et l'atelier sur l'action politique. La formation d'un comité de soutien à la grève augmentera l'activité de soutien à la grève énormément avec des rassemblements, l'action directe et la sensibilisation politique a aussi aidé à faire grandir le militantisme de nos membres. Notre collaboration avec les alliés communautaires et du mouvement syndical continue à grandir et a joué un rôle de soutien très important lors de nos grèves.
Créera un plan d'actions progressives, jusqu'à et y compris l'appel à une grève générale, en collaboration avec le reste du mouvement syndical et des alliés communautaires et saisira des opportunités politiques stratégiques où les perturbations militantes auront l'impact maximal pour arrêter le programme d'austérité à travers nos secteurs, y compris la privatisation des services d'électricité.	Notre syndicat est une voix principale pour exiger la mobilisation publique et les rassemblements pour continuer le travail dans plusieurs de nos campagnes. Ceci est un grand défi étant donné que certains croient que les rassemblements ne sont pas aussi efficaces qu'auparavant – cependant, nous allons et devons continuer à utiliser la mobilisation du public en tant que composante clé pour toutes les campagnes que nous dressons.

Examen des milieux de travail en évolution : Les changements à la Loi sur le travail et à la Loi sur les normes d'emploi	
Action demandée :	**Action prise :**
Appuiera et aidera à financer la campagne « Rendre la justice » de la Fédération du travail de l'Ontario. Ceci encouragera les sections locales et conseils régionaux à l'endosser, à travailler avec les conseils syndicaux et participer à toutes ses actions afin de promouvoir les changements à la Loi sur les normes de travail et à la Loi sur les relations de travail qui bénéficient nos travailleurs. Des changements importants incluent l'agrandissement du congé de	Le SCFP Ontario a été un des plus grands contributeurs et participants dans la campagne « Rendre la justice ». Nous avons fourni du soutien financier, des libérations syndicales, de l'aide pour les mises de pression, le soutien lors des rassemblements, de l'aide à signer des milliers de cartes, nous avons fait une présentation au gouvernement et nous avons présenté sur cette question lors des événements de nos secteurs et de

maladie payé à tous les travailleurs et fournir le congé payé aux travailleurs qui souffrent de la violence domestique.	nos comités.
Appuiera et aidera à financer la campagne 15 $ et la justice et continuera à travailler avec le Centre d'action des travailleurs et d'autres alliés dans la lutte pour les réformes à la Loi sur les normes d'emploi qui protègent tous les travailleurs et pour l'augmentation du salaire minimum à au moins 15 dollars de l'heure.	Le SCFP Ontario continue à fournir du soutien et à coordonner des actions avec 15 $ et la justice et le centre d'action des travailleurs.
Fera campagne pour appuyer les travailleurs migrants et appuiera l'inclusion d'une déclaration des droits pour les travailleurs migrants dans la Loi sur les normes d'emploi.	Ça fait partie de notre travail de campagne « Rendre la justice ».
Luttera pour changer la Loi sur les normes d'emploi pour mieux protéger les travailleurs qui trouvent de l'emploi par intermédiaire d'agences d'emplois temporaires.	Ça fait partie de notre travail de campagne « Rendre la justice ».
Exigera au gouvernement d'étendre le droit à l'accréditation syndicale en signant des cartes avec tous les travailleurs en Ontario.	Ça fait partie de notre travail de campagne « Rendre la justice ».
Exigera que la loi contre les briseurs de grève soit inclue dans la Loi sur les relations de travail modifiée et des meilleures protections pour l'arbitrage d'une première convention collective lorsque les syndicats en ont besoin.	Ça fait partie de notre travail de campagne « Rendre la justice ».

Régimes de pension	
Action demandée :	**Action prise :**
Participera à la campagne pour doubler le RPC sur une base universelle en s'assurant que ça couvre tous les travailleurs au Canada.	Le comité de régimes de retraite du SCFP Ontario et le groupe de référence d'OMERS ont appuyé et participé à la campagne du RPC du CTC, ont mis de la pression sur les députés dans leurs circonscriptions et ont fait partie de la journée de mise de pression du CTC à Ottawa. Bien que ce ne soit pas le double, l'entente historique d'élargir le RPC de 33% annoncée en juin 2016 est la plus grande amélioration du régime de retraite public depuis la fondation du RPC.

Continuera à faire campagne pour changer le RRPO, pour le convertir dans un régime de retraite à prestations déterminées, conformément au concept du RPC existant. L'objectif ultime sera d'intégrer le RRPO complètement dans un RPC universel et pleinement élargi.	Comme résultat de l'élargissement du RPC, les Libéraux de l'Ontario ont laissé tombé leur RRPO non universel en juin, 2016. Le SCFP Ontario a joué un rôle clé dans la plaidoirie contre le RRPO non universel en faveur de l'élargissement du RPC universel.
Luttera dans nos régimes de retraite existants pour s'assurer que les gestionnaires de régimes ne mettent pas de pression pour un système de régime de retraite public à deux vitesses.	Le SCFP Ontario a animé l'analyse d'experts sur l'impact de l'élargissement du RPC sur les régimes de retraite du SCPF et a ensuite organisé des rencontres avec le personnel en chef et la direction d'OMERS. Notre travail sur la question a empêché toute tentative de mise de pression pour un système de régime de retraite à deux vitesses et a garanti l'élargissement universel du RPC.
Fera campagne pour permettre aux sections locales de négocier, d'un régime à l'autre, le regroupement de bénéfices avec l'élargissement du système de régimes de retraite public.	Nous planifions que les fiduciaires continuent à travailler dans leurs régimes de retraite respectifs pour des taux cumulatifs améliorés inférieurs au MGAP pour garantir le regroupement de bénéfices du RPC.
Développera des stratégies pour obtenir plus de contrôle sur l'administration de régimes de retraite dans nos milieux de travail pour les empêcher de contribuer au problème de privatisation.	Le SCFP Ontario continue à appuyer les efforts du CCTUO dans l'examen de l'établissement d'un régime de retraite conjoint pour le secteur des universités. Le SCFP Ontario, son groupe de référence d'OMERS et les fiduciaires du SCFP chez OMERS continuent à plaider pour que notre investissement le plus large au régime de retraite n'exacerbe pas la promotion de la privatisation et de la sous-traitance, qui vont finalement blesser OMERS en réduisant les membres contribuant au régime de retraite.
Encouragera et appuiera fortement le réseau de fiduciaires des régimes de retraite du SCFP pour faire campagne auprès de leurs conseils pour élargir la couverture de régimes de retraite à prestations déterminées pour tous les travailleurs à temps partiel et pour éliminer tout obstacle existant dans les régimes de retraite qui découragent l'inscription à temps partiel.	Le SCFP Ontario continue à travailler, avec son comité des régimes de retraite et le groupe de référence d'OMERS, pour l'élargissement du régime de retraite pour les travailleurs à temps partiel. Les fiduciaires du SCFP chez OMERS ont plaidé pour la couverture obligatoire de travailleurs à temps partiel dans les changements au concept du régime qui n'ont pas encre été adoptés. Les fiduciaires du SCFP sur d'autres régimes, comme HOOPP, continuent à faire progresser l'inscription de membres à temps partiel aux régimes.

Action politique	
Action demandée :	**Action prise :**
Organisera une conférence en action politique en novembre 2016, conformément à la résolution adoptée au congrès de 2015. À la conférence, nous allons parler en détail de toutes les différentes façons dont le SCFP et ses membres s'engagent dans l'action politique, y compris les politiques électorales, la mise de pression, le développement d'un mouvement syndical social et le développement de coalitions avec d'autres organisations de la classe ouvrière, l'action directe et ce qu'il faut pour bâtir un mouvement en masse pour exiger et obtenir des changements.	À cause des contraintes de temps et de participation, cet événement aura lieu en 2017 et sera organisé par notre comité d'action politique.
Développera des stratégies pour s'engager dans les politiques électorales qui priorisent un ordre du jour qui bénéficie tous les travailleurs et qui développe les habilités de nos membres pour faire le travail de campagnes électorales, y compris la candidature aux élections.	Le SCFP Ontario a utilisé les élections partielles pour rehausser un programme qui appuie les services publics et s'oppose à la privatisation. Nos membres ont développé des habiletés de campagne avec du travail sur les campagnes du NPD en poussant notre programme favorisant les travailleurs.
Encouragera nos membres à s'engager aux prochaines élections partielles à Scarborough-Rouge River. Nous pouvons utiliser les élections partielles comme une opportunité pour prioriser les enjeux qui sont importants aux membres du SCFP, y compris la vente d'Hydro One et d'autres projets de privatisation.	Les membres du SCFP Ontario ont fait partie d'activités porte-à-porte et d'autres activités de campagne. Le SCFP Ontario a aussi utilisé les élections partielles pour continuer à rendre la privatisation des services d'électricité un enjeu d'importance.
Travaillera avec le SCFP National pour mettre de la pression sur le gouvernement Libéral fédéral pour établir des politiques progressistes qui bénéficient tous les travailleurs.	Le SCFP Ontario fait partie de toutes les initiatives et campagnes du SCFP National pour plaider pour des politiques progressistes favorisant les travailleurs.
Travaillera avec les sections locales, les conseils régionaux et le département de développement syndical pour aider à développer les habiletés des membres à la base pour s'engager en toute forme d'action politique, que ce soit le développement de comités d'action politique, que ce soit le développement de comités d'action politique régionaux, la mise de pression sur les députés	Un atelier sur la formation de militants pour les membres fut identifié avec les conseils régionaux et aura lieu en juin 2017.

provinciaux ou le développement de coalitions avec des organisations d'alliés pour s'engager dans des actions directes stratégiques.	
S'assurera que toute notre action politique se fasse de façon à promouvoir la participation des membres faisant partie de groupes à la recherche de l'équité et rendra l'égalité une composante centrale pour tout notre travail politique.	La vaste majorité de nos ressources en action politique est dévouée à la mobilisation de membres et à mettre nos ressources sur le terrain. Toutes les campagnes doivent inclure une composante sur la participation des membres.

Faire le bond – Environnement	
Action demandée :	**Action prise :**
Travaillera avec le reste du mouvement syndical et nos alliés pour exiger des mesures compréhensives et efficaces de la part des gouvernements pour combattre le réchauffement de la planète et les changements climatiques.	Ce travail vient de débuter avec notre groupe de travail sur l'environnement et ce comité de membres continuera à s'engager pleinement sur ces enjeux.
Exigera que toute initiative pour la justice environnementale respecte les droits des traités autochtones et apprendra du travail effectué par les communautés autochtones pour protéger « les rivières, les rives, les forêts et les terres de toute activité industrielle dérapée. »[2]	Nous travaillons continuellement avec notre conseil des autochtones.
Exigera que l'action gouvernementale portant sur l'environnement inclue des initiatives pour une Juste Transition pour les communautés et pour les travailleurs. Une Juste Transition garantit que tous les travailleurs dans les industries affectées par les politiques en changements climatiques reçoivent les ressources nécessaires pour trouver de bons emplois dans d'autres milieux de travail. Ceci inclut la redynamisation de notre travail pour la demande de travail de longue durée pour garder le plein emploi.	Ce travail s'effectue grâce au groupe de travail sur l'environnement et continuera dans les années à suivre.
Travaillera avec nos alliés pour développer des propositions compréhensives et complètes pour des politiques et programmes de Juste Transition adéquats pour protéger les travailleurs qui feront la transition d'un emploi dans une économie à haute	Ce travail s'effectue grâce au groupe de travail sur l'environnement et continuera dans les années à suivre.

[2] Le bond vers l'avant.

émission de carbone à un emploi dans un secteur à faible émission de carbone.	
Luttera pour s'assurer que les gouvernements financent les milieux de travail du secteur public adéquatement pour tous les coûts de mise en œuvre du plafonnement et de l'échange et d'autres programmes, pour que le coût de l'action environnementale ne provienne pas des dépenses dans des services ou l'élimination d'emplois. Ceci fait aussi partie de la Juste Transition.	Nous utilisons la soumission pré-budgétaire et la réaction budgétaire pour rehausser le besoin du gouvernement de financer le coût de la mise en œuvre du plafonnement et de l'échange dans le secteur public.
Exigera que les investissements du public dans de nouveaux projets d'infrastructure écologiques se fassent à travers le secteur public et non pas à travers les PPP inutiles ou d'autres formes alternatives de financement et de procuration.	Le SCFP Ontario, lors de sa mise de pression et ses soumissions budgétaires, continue à exiger le financement public pour toute nouvelle infrastructure et tout nouvel investissement au lieu d'établir des PPP.
S'opposera vigoureusement aux ententes commerciales comme le Partenariat transpacifique (PTP). Le PTP créera des conditions pour endommager l'environnement davantage avec la prévention d'approvisionnements écologiques. Ceci va aussi empirer la privatisation des actifs publics, exacerber la crise de la pauvreté sur une échelle mondiale, augmenter les coûts des médicaments et renforcer la prise de décisions antidémocratiques.	Avec le SCFP National prenant les rennes, notre syndicat s'est opposé au PTP et à tout autre accord commercial ayant un impact négatif sur les travailleurs et les communautés.
Exigera que les nouveaux projets de production d'énergie renouvelable se fondent sur la possession publique et le contrôle démocratique de l'électricité.	Nous utilisons notre campagne Gardons les services d'électricité publics pour rehausser le besoin d'une distribution et génération d'électricité écologique et publique.
Aidera les sections locales à développer des comités sur l'environnement pour promouvoir la justice environnementale dans leurs milieux de travail, leurs communautés et à travers la province.	Le comité du SCFP Ontario va élargir son rôle pour fournir du soutien pour les sections locales, si requis.
Formera un groupe de travail sur l'environnement consistant de trois personnes pour donner des recommandations au conseil exécutif et pour former le lien avec le comité national sur l'environnement et les partenaires en justice sociale pour tous les enjeux liés à l'évolution de notre économie. Ceci inclura un examen des pratiques auprès du consommateur du SCFP Ontario par rapport à la durabilité environnementale locale.	Le comité fut créé et a déjà commencé son travail. Les membres du comité national furent nommés pour créer le lien entre les deux groupes.

Lutter pour l'égalité	
Action demandée :	**Action prise :**
Avec nos polices, pratiques et politiques de recrutement, maintiendra l'opposition aux effets disproportionnés de la privatisation et le sous-financement des services publics sur les travailleurs noirs, autochtones, de couleur, LGBTQ, handicapés, ainsi que des femmes faisant face à des enjeux multidimensionnels portant sur l'égalité.	Tout notre matériel écrit et travaux incorporent un objectif d'équité et ceci inclut les impacts disproportionnés sur les groupes marginalisés. Nous avons rehaussé ceci lors de la mise de pression sur le gouvernement et dans nos soumissions écrites.
Travaillera avec tous les niveaux de notre syndicat pour garantir que le travail portant sur l'égalité reçoive des ressources et des soutiens adéquats, y compris de fournir un soutien au personnel suffisant aux comités sur l'égalité.	Nous avons sécurisé un membre de personnel supplémentaire assigné à l'égalité dans la région, ainsi qu'un soutien accru lors des campagnes pour le travail sur l'égalité.
En bâtissant sur l'augmentation démocratique des places d'égalité sur le conseil exécutif du SCFP Ontario, appuiera le développement de formation, d'éducation et de politiques pour améliorer la participation syndicale de la part de ceux à la recherche de l'égalité en éliminant les obstacles et en luttant contre le racisme, sexisme, capacitisme, homophobie et transphobie à tous les niveaux du SCFP, nos milieux de travail et nos collectivités.	Par intermédiaire du personnel, des campagnes, de la formation et de la participation directe, le SCFP Ontario considère les habiletés et valeurs solides des membres provenant de groupes à la recherche de l'égalité et nous garantissons que tous les aspects de notre travail reflètent la diversité de notre syndicat.
Demandera à tous les niveaux du gouvernement d'investir dans l'élargissement à l'accès aux services publics pour les individus non documentés, les migrants et les réfugiés pour leur donner accès aux services sans crainte de représailles.	Le SCFP Ontario continue à demander au gouvernement d'élargir l'accès aux services publics et a rejoint des alliés pour demander des villes sanctuaires pour transformer l'Ontario en une province sanctuaire.
Restera solidaire avec les communautés autochtones en luttant contre la violence coloniale et multi-générationnelle, les traumatismes communautaires causés par les pensionnats, le manque continu de soutiens sociaux et même les services publics les plus fondamentaux pour les communautés autochtones et le racisme systémique fondamental qui envahit toutes les institutions sociales et politiques.	Le conseil des autochtones continue à rehausser les revendications des peuples autochtones avec de la formation comme « l'exercice de couverture ». Nous avons aussi donné du soutien direct au combat pour nettoyer le bassin versant à Grassy Narrows et fait partie de l'événement « Marche pour l'eau » cette année pour rehausser l'accès fondamental à l'eau potable.
Appuiera les 94 appels à l'action de la Commission de la vérité et de la réconciliation pour réparer le	Le conseil des autochtones du SCFP Ontario

patrimoine des pensionnats, en commençant avec la campagne du conseil des autochtones pour exiger un programme scolaire anticolonial dans notre système d'éducation, développé en travaillant étroitement avec les communautés autochtones.	continue à mener la voie sur ce dossier, y compris une campagne de cartes de pétitions et une réunion avec le Ministre des affaires autochtones. Le conseil a aussi fait du réseautage avec les alliés pour coordonner les réponses et faire partie d'événements communautaires.
Exprimera sa solidarité avec le mouvement Black Lives Matter en mobilisant nos membres et d'autres alliés dans le mouvement syndical pour s'opposer au racisme systémique contre les noirs et à la violence contre les noirs de la police.	Le SCFP Ontario a appuyé Black Lives Matter avec deux déclarations publiques et du soutien financier. Le comité sur la justice raciale a dressé et continuera à rajouter à la liste de noms de membres qui se poseront volontaires pour faire partie de l'escadre volante « Flying Squad Group ».
Exigera que la province élimine complètement les pratiques racistes contre les noirs comme les demandes aléatoires de pièces d'identité, y compris la suppression de toute donnée enregistrée antérieurement, la mise en œuvre uniforme parmi les différents conseils policiers et des mesures disciplinaires concrètes pour la police qui continue à faire des demandes aléatoires de pièces d'identité.	Le SCFP Ontario, avec le leadership du comité sur la justice raciale, a clarifié notre opposition aux pratiques policières de demandes aléatoires de pièces d'identité.
Travaillera avec nos membres et alliés pour pousser pour un examen d'enquête spécial en consultation étroite avec les communautés et familles noires victimes de la violence policière.	Nous continuons à appuyer les efforts de Black Lives Matter et nous sommes un des soutiens principaux de la Coalition des syndicalistes noirs qui mènent le combat contre ces enjeux.
Travaillera avec des alliés pour adresser et empêcher la violence sexuelle et de blâmer la victime dans nos lieux de travail, syndicats et communautés.	Un groupe de travail sur la politique en violence sexuelle fut établi au SCFP Ontario et cherche des façons de fournir du soutien aux sections locales et victimes à partir de la première divulgation.
Continuera à bâtir sur nos efforts pour élargir la participation des membres du SCFP aux événements de Fierté LGBTQ à travers la province et rehaussera le rôle du mouvement syndical dans la lutte pour les droits des LGBTQ.	La participation du SCFP Ontario dans des activités de Fierté à travers l'Ontario continue d'année en année et les sections locales sont de plus en plus engagées dans leurs communautés. Nous voyons de plus en plus de demandes de soutien pour des activités de fierté à travers la province.
Continuera à appuyer le comité sur la justice raciale dans leur travail de sensibilisation communautaire avec Carnival et d'autres événements semblables, ainsi que le travail en coalition avec d'autres communautés et groupes culturels pour faire la promotion de la justice raciale dans les milieux de travail et les communautés.	Le SCFP Ontario, par intermédiaire du comité sur la justice raciale, continue à fournir des soutiens aux communautés et à d'autres groupes faisant la promotion de la justice raciale et continue à rendre notre participation à Carnival une priorité clé.

Bâtira sur le travail du conseil des autochtones pour demander une enquête publique pour les femmes et filles autochtones disparues et assassinées en assurant l'imputabilité politique et une sensibilisation accrue aux enjeux sociaux et économiques subis par les femmes autochtones.	Le conseil des autochtones a effectué une campagne de cartes de pétitions fructueuse autour de cette question et surveille le développement d'une enquête, tel que promis par le gouvernement fédéral.
Fera campagne avec le comité des travailleurs ayant un handicap pour continuer la formation à l'interne sur les questions d'invalidité et pour pousser pour une meilleure accessibilité et des cadres de travail de soutien juridique.	On a complété le développement d'un classeur de ressources sur les travailleurs ayant un handicap pour les sections locales du SCFP qui sera distribué au congrès.
Continuera à travailler avec les structures du SCFP comme le comité des femmes et d'autres comités sectoriels, ainsi que les alliés syndicaux et communautaires, fera campagne contre l'inégalité des sexes, la lutte pour l'équité salariale, des garderies publiques universelles, l'accès aux ressources en santé des femmes et d'autres enjeux portant sur les femmes, en comprenant l'expérience de marginalisation accrue des femmes racialisés et LGBTQ.	Le SCFP Ontario, par intermédiaire du CCTSS, du CCTTSS et du comité des femmes, continue à prioriser ces enjeux et fournit du soutien continu à la coalition d'équité salariale et à la coalition ontarienne pour de meilleurs soins à l'enfance.
Fera campagne pour éliminer la « pénalité des soins » retrouvée par des travailleurs fournissant des services humains de première ligne. Exigera au gouvernement de développer des plans concrets pour mettre fin à la dévaluation du travail en soins.	Rehaussé comme une priorité clé dans la soumission et les députations du SCFP Ontario auprès de l'examen des milieux de travail en évolution.
Continuera à faire campagne contre l'écart salarial entre les sexes, qui marginalise davantage les femmes autochtones, de couleur, avec un handicap, LGBTQ et les femmes souffrant d'oppression croisée. Ceci s'effectuera en partie avec nos réponses à l'examen sur l'écart salarial entre les sexes effectué par le gouvernement.	Le CCTSS a pris les rennes sur ce point en rehaussant les problèmes aux événements du SCFP et d'autres événements avec la « Boulangerie de l'écart salarial entre les sexes » et avec une mise de pression continue et exhaustive sur le gouvernement. La Présidente du CCTSS du SCFP Ontario est maintenant une des représentantes syndicales sur le groupe de travail sur l'écart salarial entre les sexes du Ministère du travail, qui fut établi après l'examen.
Continuera à adresser les conditions de travail précaires ayant un effet disproportionné sur les travailleurs de couleur et les jeunes travailleurs et appuiera activement la campagne provinciale 15 $ et la justice pour augmenter le salaire minimum et	Les membres du comité ont mis de la pression sur les députés provinciaux concernant l'examen des milieux de travail en évolution et la campagne 15 $ et la justice et ont formé des jeunes travailleurs pour s'adresser au public pour parler de la

améliorer les normes d'emploi.	campagne.
Par intermédiaire du comité sur la solidarité internationale et le comité sur la justice raciale, continuera à travailler avec l'Alliance des travailleurs migrants pour les changements et d'autres alliés pour mettre fin aux limites arbitraires sur les travailleurs migrants et pour exiger le plein statut pour habiter et travailler au Canada.	Le SCFP Ontario a fièrement appuyé les efforts des organisateurs de travailleurs migrants et ont donné des ressources pour plusieurs efforts qui aident directement des travailleurs individuels dans des situations difficiles. Nous continuons, par intermédiaire de la campagne Rendre la justice, à plaider pour des changements juridiques requis pour étendre la justice aux travailleurs migrants.
Comme partie de notre travail en solidarité internationale, appuiera la classe ouvrière internationale en gardant une position contre la guerre et en continuant à s'opposer à l'occupation militaire de la Palestine, conformément à nos politiques.	Le comité de solidarité internationale a publié une déclaration et a travaillé avec des alliés pour s'opposer à la motion anti-BDS à l'Assemblée législative de l'Ontario.
Encouragera, par intermédiaire du comité des jeunes travailleurs, les sections locales à envoyer au moins un jeune travailleur aux congrès du SCFP Ontario et du SCFP National pour appuyer le militantisme chez les jeunes travailleurs.	Le comité des jeunes travailleurs continue à s'engager individuellement aux dirigeants des sections locales pour encourager la participation des jeunes travailleurs au congrès et aux conférences.
Encouragera les sections locales à faciliter la participation de jeunes travailleurs à la conférence des jeunes travailleurs du SCFP Ontario en 2016 et fournira du soutien pour la libération de membres pour maximiser le nombre de participants et pour planifier la conférence avec le personnel du SCFP Ontario.	La conférence inaugurale des jeunes travailleurs a eu lieu en octobre de l'année dernière et a connu un succès incroyable, car nous avons eu plusieurs jeunes travailleurs de toute la province qui ont participé et on a amélioré les habiletés des participants en sensibilisation, recrutement et engagement sur plusieurs sujets importants pour le comité.
Appuiera et accordera des ressources à la lutte des travailleurs de l'industrie du sexe pour les droits humains et syndicaux, condamnera la criminalisation des travailleurs de l'industrie du sexe, appuiera leurs organisations syndicales et programmes de réduction des dommages et appuiera les travailleurs de l'industrie du sexe légaux à obtenir accès à leurs droits syndicaux.	Cette année, le SCFP Ontario a appuyé les efforts au conseil de travail de Toronto pour endosser des résolutions et des actions pour exprimer leur solidarité et pour appuyer le recrutement de travailleurs dans l'industrie du sexe. Nous avons aussi appuyé des résolutions au CTC sur ce sujet important.
Continuera à encourager le SCFP National à renforcer l'équité d'emploi et la représentation de la diversité de nos membres, y compris les travailleurs autochtones dans l'embauche et la promotion à l'intérieur du SCFP.	Notre 2ème vice-président travaille sur le comité d'égalité d'emploi au SCFP National et insiste sur des pratiques d'embauche inclusives et diverses.

Demandera aux employeurs et au gouvernement de l'Ontario de fournir des toilettes mixtes dans les espaces publics et dans les milieux de travail;	Le SCFP Ontario a demandé au gouvernement provincial de faire ceci et a mis cette politique en place pour ses événements.
Travaillera avec le comité Triangle rose pour plaider pour des programmes plus inclusifs en éducation sexuelle dans les écoles publiques, avec l'emphase sur l'éducation autour des familles non traditionnelles, des relations non traditionnelles et des identités sexuelles et genres non traditionnels.	Nous avons appuyé, par intermédiaire du comité des conseils scolaires, des changements au programme scolaire qui reflètent la diversité des familles qui présentent et appuient une meilleure compréhension de l'identité du genre et nous avons participé aux activités de la journée en rose.

Soins à domicile	
Action demandée :	**Action prise :**
Continuera, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, à travailler avec les alliés comme la coalition ontarienne de la santé, les organisations communautaires régionales, les groupes de constituantes clés et d'autres syndicats pour rehausser les dommages d'un système de santé disparate, sous-financé et qui est rapidement privatisé et pour démontrer qu'il y a une demande pour un système public financé correctement.	Le SCFP et ses membres, par intermédiaire d'organisations comme la coalition ontarienne de la santé, ont participé à des rassemblements portant sur le manque de financement hospitalier, la tournée de berceuse rehaussant le besoin de 4 heures de soins pour les soins de longue durée et un référendum public « Arrêtons les réductions aux hôpitaux ». Les membres ont aussi participé à une journée de mise de pression nationale avec la coalition canadienne de la santé pour pousser pour le renouvellement de l'accord de la santé et un régime de médicaments national pour tous. Toutes ces actions nous ont permis de rehausser la crise de notre système de soins de santé à cause du manque de sous-financement chronique.
Continuera, par intermédiaire du comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTTSS) et du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, à faire campagne pour investir dans un système de soins à domicile public qui correspond aux besoins de notre population vieillissante et leurs fournisseurs de soins et comme partie essentielle du fonctionnement de nos communautés et de l'économie.	Il y a une campagne pour une augmentation de l'investissement rehaussant le système de travailleurs dans les soins à domicile et le travail essentiel qu'ils effectuent pour tous les ontariens ayant besoin de soins à domicile. À Toronto, nous nous sommes rassemblés autour d'une de nos sections locales faisant face à des coupures potentielles, demandant au ministre de la santé de garder leurs promesses et de régler le sous-financement des soins à domicile.
Répondra, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, à la restructuration importante des	Le document du ministère de la santé « Les patients

soins de santé en Ontario, y compris des changements aux centres d'accès aux soins communautaires (CASC) et d'autres aspects des soins de santé pour garantir un soin adéquat pour les ontariens qui se fient aux soins à domicile et des salaires équitables et des conditions de travail favorables aux travailleurs.	d'abord » établissant la directive pour la fusion des CASC et des RLISS soulève la menace de privatisations futures. Le CCTTSS a rencontré le ministre pour clarifier nos inquiétudes liées à la privatisation, ainsi que le besoin de protéger les emplois de nos membres, leurs conditions de travail et leurs conventions collectives. Les réunions ont abouti dans le respect des conventions collectives et la syndicalisation des employés des RLISS qui n'étaient pas syndiqués. Le travail contre la privatisation continue.
Exigera, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, la justice, des revenus équitables et des conditions de travail convenables pour les préposés aux services de soutien à domicile, un groupe de travailleurs vulnérables de première ligne qui sont surtout des immigrantes de couleur travaillant dans des conditions stressantes et précaires.	Le SCFP Ontario/CCTTSS, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, a rédigé un plan de recrutement pour prioriser la représentation accrue dans le secteur des soins à domicile, surtout les préposés aux services de soutien, pour aider à améliorer leurs conditions de travail et leur offrir une représentation et une voix.
Publiera, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, selon les sondages recueillis et les groupes témoins sur l'expérience des préposés aux services de soutien à domicile et ceux recevant des soins dans la communauté, un rapport et effectuera une tournée médiatique avec des spécialistes pour mettre de la pression sur la province pour instituer des heures de travail garanties.	Les sondages et groupes témoin continuent à avoir lieu pour explorer le travail lié aux enjeux et sensibiliser et entendre nos travailleurs qui travaillent surtout dans des conditions précaires; suite à ceci, il y aura une campagne pour rehausser le rapport et organiser des conférences de presse par la suite.
Défendra, avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, à l'aide d'une campagne publique et la mobilisation interne, les intérêts de nos membres travaillant avec les Centres d'accès aux soins communautaires, où l'on s'attend à une restructuration drastique du gouvernement.	Les représentants du personnel du SCFP et les dirigeants élus se sont réunis régulièrement avec le Ministère de la santé pour parler de la restructuration des CASC dans des RLISS afin de défendre les intérêts des travailleurs et un système de soins de santé livré et financé par le public. On continuera à travailler car le ministre essaie de faire plus de changements avec son initiative « Les patients d'abord » qui parle de changements accrus au secteur de soins de santé, ainsi que la possibilité de créer des changements dans d'autres secteurs.

Hôpitaux	
Action demandée :	**Action prise :**
Analysera les changements effectués par la province au système de classification de résidents et les impacts sur les charges de travail et les soins des résidents.	Le SCFP, le CCTTSS et le CSHO ont collaboré sur l'analyse et la préparation d'un rapport qui fut publié pour la première fois en avril 2017, rehaussant l'impact du sous-financement et du transfert de patients des hôpitaux sans assez de personnel sur les soins de longue durée et qui exige une augmentation du financement et de membres de personnel pour répondre au niveau accru d'acuité chez les résidents. Ce rapport sera publié avec des données régionales dans des communautés à travers l'Ontario dans les mois à suivre.
Demandera la réintégration immédiate de Sue McIntyre, infirmière auxiliaire, qui fut congédiée pour avoir parlé de la violence à une conférence du SCFP en janvier.	Nous avons demandé, publiquement et à maintes reprises, la réintégration de Sue McIntyre. Il y a eu 13 jours d'audiences en arbitrage à North Bay lors de notre combat pour la réintégrer au travail. Sue travaille à temps plein sur les campagnes du SCFP depuis le jour où elle fut congédiée.
Appuiera la campagne du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario/SCFP pour mettre fin à la violence contre le personnel des soins de santé, y compris les demandes d'augmentation du financement et de personnel pour les hôpitaux et installations de soins de longue durée en Ontario pour atteindre la moyenne canadienne.	En collaboration avec l'Université de Stirling, le CSHO a effectué 12 groupes témoins avec le personnel hospitalier pour les soins intensifs et 6 groupes témoins avec le personnel en soins de longue durée portant sur leurs expériences avec la violence. Ces études seront publiées dans un journal international sur la santé et sécurité au travail en 2017 et en 2018 et dans un livre en 2019. Le CSHO a réalisé une vidéo des expériences des membres avec la violence et un petit livre rehaussant l'impact de ces agressions sur nos membres. Le SCFP Ontario a aidé les membres à faire partie des 4 grands rassemblements du CSHO dans les 12 derniers mois pour pousser le gouvernement à augmenter le financement et le personnel dans les hôpitaux et les installations de soins de longue durée. Les prochains rassemblements sont prévus pour le 8 juin à Sudbury et le 27 octobre à Ottawa. On planifie aussi des rassemblements à Durham en février et à Toronto en mai, 2018.
Appuiera la législation rédigée par le Conseil des	On a rédigé une loi provisoire. Un déjeuner/bref

syndicats hospitaliers de l'Ontario/SCFP pour protéger les travailleurs en soins de santé de toute violence, tout comme l'adoption récente de cette loi à l'état de New York.	pour les députés provinciaux est prévu pour chercher le soutien de tous les partis en Ontario pour cet amendement. Le SCFP a accepté d'appuyer l'amendement au niveau national. D'autres syndicats ont accepté d'appuyer cet amendement. La campagne a débuté. Nous sommes en train de développer une stratégie de mise de pression au niveau national.
Appuiera les travailleurs pour avoir les mêmes droits de refuser du travail dangereux que d'autres travailleurs du secteur public.	Le SCFP Ontario et le CSHO ont demandé au gouvernement provincial de permettre au personnel en soins de santé d'avoir les mêmes droits de refuser du travail dangereux que tous les autres travailleurs du secteur public.
Appuiera la demande pour une rémunération et un versement adéquats pour les services de santé et psychologiques pour les travailleurs qui sont victimes de violence.	Le CSHO a fait une tournée de l'Ontario en mai 2017 avec Scott Sharpe, un travailleur blessé, pour rehausser l'impact de l'agression violente sur la victime. Les services de soutien et d'autres services deviennent de plus en plus difficiles à sécuriser avec la CSPAAT après une agression violente, bien que le TSPT soit un résultat fréquent. Le CSHO demande une réforme majeure de CSPAAT, qui a livré des rabais aux employeurs en réduisant les réclamations à des travailleurs légitimement blessés, y compris les victimes de violence. Le plan sur 10 ans de CSPAAT indique qu'un nombre accru de réclamations sera rejeté pour satisfaire les objectifs de réduction des coûts pour les employeurs.

Bibliothèques	
Action demandée :	**Action prise :**
Continuera à faire campagne pour le développement de capacités à l'interne, la participation des membres, une coordination accrue et le renforcement de la solidarité parmi les bibliothécaires pour lutter contre la croissance d'emplois précaires à temps partiel sans avantages sociaux ni de régimes de retraite dans ce sous-secteur.	Nous nous sommes opposés aux bibliothèques sans personnel et nous avons riposté contre la privatisation et la sous-traitance qui sapent les emplois de qualité et ajoutent à la nature précaire de l'emploi. Nous avons continué à sensibiliser les membres, à appuyer les grèves et à parler contre le travail précaire dans le secteur.
Continuera la campagne de cartes postales des	Nous avons utilisé la campagne de cartes postales

bibliothécaires pour rehausser le profil des bibliothécaires avec des actions positives et visibles auprès des communautés avec l'objectif de mettre de la pression sur les politiciens municipaux d'investir dans des bibliothèques en tant qu'institutions de développement communautaire à travers l'Ontario.	pour rehausser l'importance des bibliothèques dans les communautés de façon proactive. Nous avons levé des drapeaux d'avertissement contre les bibliothèques sans personnel et d'autres menaces.

Soins de longue durée	
Action demandée :	**Action prise :**
Exigera, en collaboration avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, que le gouvernement Libéral arrête d'ignorer la violence accrue entre résidents dans les foyers de soins de longue durée et donnera le soin requis aux aînés en promulguant le projet de loi « Le temps alloué aux soins », qui exige une norme de 4 heures de soins quotidiens pour les résidents des soins de longue durée. Il faut urgemment embaucher plus de personnel de première ligne dans les foyers de soins de longue durée.	Les travailleurs en soins de longue durée se sont engagés dans une mise de pression intensive sur les députés provinciaux et ont réussi à faire introduire le projet de loi 188, la Loi sur le temps alloué aux soins, grâce au NPD, en tant que projet de loi d'initiative parlementaire. Le projet de loi a été approuvé en première lecture. À cause de la prorogation, on a perdu le projet de loi, mais grâce au travail incroyable de nos membres, le NPD a réussi à réintroduire le projet de loi en tant que projet de loi 33 presque immédiatement, y compris une conférence de presse conjointe entre le NPD, le SCFP et le comité de plaidoirie des conseils familiaux. Le nouveau projet de loi a aussi été approuvé en première lecture.
Bâtira, en collaboration avec le Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, sur la campagne active du CCTTSS « Le temps pour soigner », sa formation en mobilisation et les activités de campagne continues qui ont généré un haut niveau d'activités populaires menées par les membres et qui ont renforcé les liens avec les alliés communautaires à travers la province, engendrant un grand impact sur le public.	Le CCTTSS et le CSHO continuent à appuyer et à encourager l'activité de campagne menée par les membres qui rehausse les enjeux de la campagne, sensibilise le public et met de la pression sur les députés provinciaux pour appuyer le projet de loi 33.
En collaboration avec le conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario, s'engagera davantage dans des tactiques fructueuses comme des rassemblements pour répondre à des réductions d'emplois aux foyers de soins de longue durée, aux conférences de presse, aux mises de pression dans	Nous avons continué à utiliser une diversité de tactiques pour rehausser les problèmes de campagne et faire avancer les efforts de mise de pression. Tels événements ont inclut des rassemblements au milieu de travail, des journées de mise de pression à Queen's Park avec les membres et les alliés, « Journée en bleu » le 4ème

les circonscriptions cibles, ainsi qu'à Queen's Park, la campagne de médias sociaux « Journée en bleu », une semaine d'action en juin et d'autres actions de recrutement locales avec des caractéristiques créatives qui engageront le public davantage, culminant dans un grand événement à Queen's Park le 4 octobre, 2016 qui correspond à la Journée internationale des aînés.	jour du mois, des rassemblements à l'heure du dîner et les journées de crème glacée pour les résidents. Nous avons aussi continué à appuyer nos alliés dans leurs efforts de campagne, comme la participation aux coalitions ontariennes de santé et les tournées en berceuse.

Municipalités	
Action demandée :	**Action prise :**
Continuera à engager les sections locales municipales dans le combat contre la privatisation des services d'électricité aux niveaux provincial et municipal.	Les sections locales des municipalités ont continué à se rassembler aux bureaux des députés provinciaux Libéraux et à appuyer la poursuite contre le gouvernement Libéral.
Renforcera la présence régionale du Comité de coordination des employés municipaux de l'Ontario (CCEMO) en développant des réseaux régionaux qui peuvent se rencontrer régulièrement et travailler ensemble pour répondre à la privatisation et aux menaces de concessions lors des négociations avec les employeurs municipaux.	Les membres du CCEMO ont contacté les sections locales dans leurs régions respectives (10 régions à travers la province). Le comité a créé le contact téléphonique initial et a organisé des réunions régionales à la conférence du CCEMO en 2017. Le comité a commencé à établir une liste d'enjeux pour les négociations, des dates d'échéance pour les conventions collectives, des discussions sur la sous-traitance, CSPAAT, etc. Le comité continuera à engager les sections locales dans la mobilisation et organisera des réunions régionales en fin 2017. Le comité a eu une séance d'information avec le comité de recrutement du SCFP pour vérifier où nous pouvons recruter. Ce sont les premières étapes prises avec la planification de cours de formation en recrutement à l'avenir. Le comité a contacté les sections locales régionales pour obtenir leur appui lors des différentes grèves municipales qui ont pris place pour appuyer les lignes de piquetage.
Travaillera avec les présidents de section locale vers la mobilisation interne qui peut bâtir la capacité et créer les conditions requises pour les négociations coordonnées.	Le CCEMO a commencé des discussions initiales pour les négociations coordonnées aux réunions régionales. Le comité continuera ce travail avec les sections locales dans leurs régions.
Appuiera les sections locales des municipalités dans	Le CCEMO travaille pour cartographier les sections

la mise de pression et les efforts de « surveillance de conseils » pour appuyer et maintenir les services publics solides et pour ramener les services de sous-traitance à la juridiction des municipalités.	locales qui participent aux surveillances de conseils et parle de leur importance avec les sections locales. On planifie de l'aide plus proactive envers les sections locales, surtout concernant les réussites dans les services d'impartition.
Développera des campagnes de riposte solides contre toute forme de privatisation.	Le comité développe une campagne sur les outils de revenu progressiste pour les municipalités. C'est dans ses premières étapes et ça permettra aux sections locales de comprendre les méthodes d'imposition progressive qui pourraient être utilisées au niveau municipal. Des discussions ont débuté à la conférence du CCEMO en 2017 à ce sujet et seront révisées, ainsi que de la rétroaction sur les réunions régionales, pour développer des stratégies à l'avenir.

Services ambulanciers	
Action demandée :	**Action prise :**
Bâtira une campagne de sensibilisation interne du comité d'ambulanciers du SCFP Ontario (CASO) avec des dépliants, des vidéos de campagnes et des communiqués de presse pour rehausser les services d'urgence qui sauvent des vies fournis par les ambulanciers et les agents de communication qui sont des professionnels qui sont spécifiquement formés en soins de santé en cas d'urgence.	Nous avons continué à travailler par intermédiaire de conférences, caucus et ateliers du CASO lors d'autres événements du SCFP et nous avons continué à participer à une campagne en relations positives avec les médias pour rehausser l'importance de notre travail.
Continuera à faire campagne pour des soins d'urgence et de sécurité publics provenant de travailleurs bien formés en mettant de la pression sur le gouvernement provincial et les municipalités pour arrêter l'incursion de l'Association de pompiers professionnels de l'Ontario dans les services ambulanciers.	Nous avons travaillé avec des alliés clés, y compris le SEFPO, sur une campagne contre les propositions toxiques de l'Association de pompiers professionnels de l'Ontario. Nous avons réussi à riposter contre les pires parties de leurs propositions, selon notre mise de pression et le travail en relations gouvernementales, y compris une journée de lobbying à Queen’s Park.
S'assurera que le gouvernement provincial et municipal appuie l'élargissement des programmes de secours paramédicaux communautaires qui ont montré des résultats et ont obtenu le soutien du public.	Nous continuons à rehausser les effets communautaires positifs lorsqu'il y a des programmes de secours paramédicaux.
Continuera à s'opposer à un ordre d'ambulanciers	Ceci continue à faire partie de notre position parmi

règlementé.	nos membres et aux événements à l'externe.

Santé publique	
Action demandée :	**Action prise :**
Développera un forum inaugural en santé publique organisé conjointement par le CCTTSS et le CCEMO, renforcera notre groupe de travail en santé publique pour se mobiliser contre une nouvelle formule de financement du gouvernement qui n'aboutit pas dans des budgets stagnants pour la plupart des unités en santé publique en Ontario.	Le CCTTSS et le CCEMO continuent à travailler sur l'ancrage d'un groupe de travail en santé publique pour aller de l'avant.
Débutera une campagne publique et une mobilisation interne pour donner de la sensibilisation sur l'importance des soins de santé fondés sur la prévention et les programmes et services essentiels offerts dans nos collectivités par les travailleurs en soins de santé publics de première ligne.	Le travail continue pour bâtir une stratégie de campagne et pour comprendre les enjeux chez les membres et leurs lieux de travail.

Conseils scolaires	
Action demandée :	**Action prise :**
Sensibilisera la communauté sur l'importance critique du travail de nos membres et bâtira des alliés communautaires afin de bâtir du soutien pour les négociations.	Nous avons développé des panneaux « SCFP : FAIRE FONCTIONNER LES ÉCOLES », des circulaires de carrière professionnelle faisant la promotion du travail que nous effectuons dans les écoles et de notre travail en tant que choix professionnel auprès des jeunes. Nous travaillons avec « People for Education » pour s'assurer que notre travail est visible dans leurs recherches. Nous travaillons avec les alliés pour lutter pour l'équité et se mettre debout avec eux contre l'islamophobie et le racisme dans les conseils scolaires.
Engagera des alliés communautaires pour lutter contre les fermetures d'écoles.	Nous travaillons avec l'Alliance ontarienne contre les fermetures d'écoles au niveau provincial et avec

	des groupes communautaires au niveau local pour lutter contre les fermetures d'écoles.
Continuera à travailler avec les alliés communautaires qui appuient le concept d'écoles en tant que carrefours communautaires.	Nous faisons la promotion d'écoles en tant que carrefours communautaires (y compris les centres de ressources parentales et les garderies) pour garder les écoles ouvertes.
Exposera les erreurs dans la formule de financement et fera des mises de pression avec les alliés pour un examen complet et public du financement de l'éducation.	Nous avons développé une campagne pour lutter pour un meilleur financement pour l'éducation. Nous avons collaboré avec le Centre canadien de politiques alternatives pour identifier les erreurs dans la formule de financement. Nous avons créé des alliances avec des groupes comme « Réparez nos écoles » et la Coalition ontarienne de l'autisme pour améliorer le financement pour l'entretien et l'éducation spécialisée.
Luttera agressivement contre toute tentative de sous-traitance du travail de nos membres.	Nous avons amélioré le normatif sur la protection d'emplois / l'entente supplémentaire en protection d'emplois pendant 2 ans supplémentaires. Nous avons identifié et appris des leçons des campagnes fructueuses (comme à la section locale 416) pour lutter contre la sous-traitance de notre travail.
S'assurera que le gouvernement priorise le travail de nos membres dans la planification financière et budgétaire.	Nous avons négocié, dans des conversations de prolongation de la convention, des fonds qui doivent être dépensés pour augmenter le nombre de personnel du SCFP dans les écoles.
Coordonnera les activités des membres pour maximiser nos efforts et mobilisera les membres pour s'engager dans des activités planifiées localement.	Nous travaillons avec les conseils sur la formation en militantisme et en mobilisation des membres.
Continuera à mettre de la pression sur le SCFP National pour fournir un financement stable lors des négociations provinciales.	Nous avons mis de la pression sur le SCFP National pour fournir un soutien adéquat et équitable pour la création du conseil de négociation du CCCSO.
Luttera pour des améliorations au processus de négociation centrale qui maximisera notre pouvoir de négociation.	Nous avons mis de la pression sur le gouvernement pour améliorer le processus de négociation central et nous avons lutté pour le projet de loi 92, qui rend les négociations centrales obligatoires pour les sections locales du SCFP.

Continuera à mettre la question de violence au milieu de travail en vedette dans le but de l'éliminer.	Nous avons collaboré avec un groupe de travail provincial sur la santé et la sécurité pour adresser la question de violence contre nos membres au travail. Nous avons développé un module de formation axé sur la prévention de la violence et les blessures qui sera financé par le gouvernement provincial.
Mettra de la pression sur le gouvernement fédéral pour régler l'assurance emploi pour les travailleurs des conseils scolaires.	Le SCFP Ontario a rejoint le SCFP National dans leurs efforts pour changer l'AE.
Formera, par intermédiaire du SCFP National, des recruteurs de membres pour aider à recruter les travailleurs non syndiqués dans le système scolaire.	Les recruteurs de membres ont été formés et les sections locales ont identifié des opportunités de recrutement. Jusqu'à présent, nous avons une nouvelle unité de négociation.

Services sociaux	
Action demandée :	**Action prise :**
Continuera à mettre de la pression sur les députés provinciaux et mettra de la pression sur l'Association d'employeurs pour exiger la mise en œuvre immédiate des recommandations du rapport du vérificateur de l'Ontario qui pourraient résoudre la crise du système de bien-être à l'enfance qui fut créé exprès à cause des mesures d'austérité.	Le secteur des services sociaux a utilisé plusieurs stratégies de mise de pression, y compris des tête-à-tête avec les députés provinciaux lors de deux journées de mise de pression axées sur les SAE à l'Assemblée législative. Il y a eu des réunions de mise de pression aux bureaux des constituantes et avec les hauts responsables des politiques du Ministère des services sociaux et communautaires, du Ministère des services à l'enfance et à la jeunesse et du Ministère de l'éducation dans les 12 derniers mois. On a fait des soumissions au sujet du projet de loi 89, le programme pilote sur le revenu de base et la modernisation des soins à l'enfance et nous avons eu des réunions avec les associations d'employeurs et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes.
S'engagera dans des actions politiques coordonnées et augmentera les efforts à travers les secteurs qui mettront de la pression sur les gouvernements provincial, fédéral et municipal pour augmenter le financement aux services sociaux, y compris les soins à l'enfance et les services développementaux.	Le secteur des services sociaux a développé une boîte à outils pour les sections locales et les membres pour riposter contre les coupures aux programmes et services. Ceci incluait une stratégie de mobilisation à l'interne, ainsi que du travail en coalition avec la communauté pour mettre plus de pression politique sur le maintien des programmes et des services. On a fait des ajouts à la boîte à

	outils pour avancer la planification pour les négociations et la mobilisation, des recherches d'employeurs et la participation en politiques. On a organisé une campagne de cartes postales pour augmenter le financement aux services développementaux, ainsi qu'une pétition, pour créer le soutien du public pour obtenir du financement lors d'une série difficile de négociations. Il y a aussi eu une campagne de sensibilisation sur la violence à l'interne avec l'objectif à long terme de faire le lien entre les conditions de travail et le sous-financement chronique du secteur.
Renforcera les relations avec les sections locales et les membres et développera les membres pour les aider à devenir des militants et des dirigeants, avec des efforts de mobilisation à l'interne, vers la planification et l'établissement de stratégies conjointes sur les enjeux centraux comme l'équité salariale et l'écart salarial entre les sexes.	Le CCTSS a augmenté notre portée en communications en spécialisant dans des communications avec des bulletins par sous-secteurs et en animant des conférences téléphoniques et des colloques téléphoniques. Nous avons travaillé vers notre objectif d'élargir notre portée chez les membres à la base, ainsi que la communication continue avec les dirigeants des sections locales du SCFP dans le secteur.
Continuera à travailler avec les comités d'égalité du SCFP Ontario pour intégrer une optique d'égalité à travers l'ensemble des campagnes du Comité de coordination des travailleurs en services sociaux (CCTSS).	Avec la première année des présidents de l'égalité du SCFP Ontario en tant que membres du conseil exécutif, ainsi que le représentant de l'équité et de l'inclusion du CCTSS, nous avons fait avancer notre travail sur l'égalité à travers le secteur. Nous avons eu un forum d'égalité fructueux à notre conférence de 2017. Il y a toujours plus de travail à faire portant sur l'égalité, et nous devons l'intégrer dans tout notre travail sectoriel.
Continuera à travailler avec la Coalition de l'équité salariale (CÉS) de l'Ontario et d'autres alliés syndicaux pour éliminer l'écart salarial entre les sexes en faisant partie des consultations sur l'écart salarial entre les sexes, en encourageant la participation des membres et des sections locales à la journée sur l'équité salariale, en continuant l'utilisation stratégique de la boulangerie portative sur l'écart salarial entre les sexes et en mettant de la pression pour une source de financement dévouée aux ajustements d'équité salariale pour les travailleurs du secteur public.	La boulangerie sur l'écart salarial entre les sexes fut lancée au congrès de 2016 et fut utilisée à de différents événements communautaires, consultations et conférences en tant qu'outil pour donner de la sensibilisation sur l'écart salarial entre les sexes, la « pénalité de soins » et la recette pour fermer l'écart salarial entre les sexes. Maintenant, le CCTSS a un lien avec la coalition sur l'équité salariale pour développer des stratégies et des actions et il est aussi représenté sur le groupe de travail sur l'équité salariale du Ministère du travail. Au moment d'intensifier nos actions, le secteur a priorisé clairement l'intensification de notre portée à toutes les sections locales pour assurer la mise en place et le respect de plans d'entretien de l'équité salariale, et pour exiger du financement du

	gouvernement provincial pour financer les obligations d'équité salariale en tant que ligne budgétaire séparée.
Fera avancer l'activité de campagnes pour répondre aux systèmes échoués comme SAMS et CPIN institués par la province avec des implications négatives étendues pour les travailleurs et récipiendaires de services dans la communauté.	Le SCFP Ontario a exigé des postes pour les syndicats sur les groupes de travail de SAMS et CPIN avec le Ministère pour présenter une perspective de première ligne non diluée pour essayer d'améliorer ces deux programmes. Nous avons réussi avec les deux demandes auprès du Ministère des services sociaux et communautaires et auprès du Ministère des services à l'enfance et à la jeunesse. Nous participons continuellement avec les membres avec des bulletins réguliers, ainsi que l'intégration des problèmes technologiques dans les soumissions du gouvernement et des communiqués de presse portant sur les sous-secteurs.

Universités	
Action demandée :	**Action prise :**
Développera et mettra en œuvre une campagne pour les emplois de qualité qui luttent agressivement contre la privatisation, la précarisation et la sous-traitance sur les campus universitaires. Les emplois qui payent des salaires équitables et fournissent des conditions de travail décentes doivent être conservés et le nombre de postes doit augmenter.	Nous avons développé une campagne sur le campus spécifique aux concierges rehaussant leurs habiletés et apports à la communauté universitaire. Nous avons continué des campagnes qui exposent les impacts négatifs de la sous-traitance des services universitaires et de l'augmentation du travail académique précaire. On a arrêté la sous-traitance de 39 postes de concierges et on a transformé le travail précaire (des contrats temporaires) dans des postes réguliers à temps plein à l'Université de Guelph.
Exigera au gouvernement provincial de fournir du financement public prévisible, adéquat, pluriannuel et fiable aux universités, ainsi que des règlementations fermes sur la taille et rémunération de l'administration qui garantie que la grande partie du financement est attribuée aux recherches, à l'enseignement, à l'entretien et au travail en services. Cette formule de financement pour les universités en Ontario doit appuyer de bons emplois et l'éducation publique de qualité pour tous les étudiants à travers la province.	On a continué à rencontrer et à mettre de la pression sur le gouvernement provincial sur les questions de financement. Nous travaillons avec les alliés pour réponde à l'examen de la formule de financement du gouvernement en plaidant pour une plus grande commercialisation et corporatisation de l'éducation postsecondaire.
Mettra de la pression sur le gouvernement	Nous continuons à travailler avec nos sections

provincial pour remplacer les lois constitutives individuelles gouvernant les institutions postsecondaires en une seule loi gouvernant toutes les institutions postsecondaires. Cette loi doit inclure des dispositions pour s'assurer que les conseils gouverneurs à chaque institution ont des places pour les travailleurs, les étudiants et les membres de la communauté.	locales et communautés pour donner de la sensibilisation sur les lois constitutives et leur impact concernant la gouvernance. Nous participons et faisons des présentations aux réunions du conseil de gouverneurs. Nous avons appuyé des membres pour se poser candidat aux conseils de gouverneurs et aux sénats de nos institutions.
Coordonnera avec le groupe de travail national postsecondaire pour mettre l'accès à l'éducation postsecondaire sur le programme du gouvernement fédéral. Inclura la demande pour la création d'une Loi sur l'éducation postsecondaire demandant au gouvernement fédéral de fournir des paiements de transferts dévoués à l'éducation postsecondaire aux provinces. Ces paiements devraient être liés à des dispositions d'imputabilité claires.	Nous continuons le travail avec le groupe de travail national postsecondaire pour plaider auprès de tous les partis politiques pour la création d'une loi postsecondaire qui exige au gouvernement fédéral de fournir des paiements de transferts.
Continuera à développer et à mettre nos campagnes en place, aux niveaux provincial et national, pour faire la promotion de la valeur sociale et économique de l'éducation postsecondaire et que c'est un bien social qui doit être accessible à tous.	Nous continuons à travailler avec le groupe de travail postsecondaire pour actualiser et récrire le livret « Nos choix, notre avenir ».
Fournira des ressources pour une campagne compréhensive qui développe une stratégie de négociation coordonnée à travers la province avec des objectifs spécifiques pour les académiciens et appuie des travailleurs négociant en 2016 et en 2017. Les revendications de négociation communes incluent une date d'échéance commune en 2019, la sécurité d'emploi, la protection de la charge de travail et une rémunération équitable.	Nous avons développé du normatif coordonné sur les priorités et nous avons adopté, à la conférence du CCTUO, notre slogan pour les négociations – PAS DE CONCESSIONS, SEULEMENT DES GAINS. Ce printemps, les sections locales académiques à Brock, Guelph et Carleton ont non seulement lutté contre les concessions, mais ont aussi obtenu des gains lors des négociations, tout comme le personnel de soutien à Guelph avec une convention historique qui a imparti du travail.
Continuera à fournir du leadership pour obtenir un régime de retraite à prestations déterminées à travers le secteur qui serait accessible à tous les travailleurs, y compris les travailleurs saisonniers/sous contrat, à temps partiel et occasionnels.	Nous avons continué à fournir du leadership lors de la phase de conception et nous participons actuellement à l'étape de développement du régime de retraite des universités chez Queens, l'Université de Toronto et l'Université de Guelph.
Développera, en collaboration avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉÉ), une campagne qui adresse les frais de scolarité et les	Nous avons travaillé avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉÉ) aux niveaux provincial et institutionnel sur des campagnes de

coûts des soins de santé privés (RAMU) scandaleux versés par les étudiants internationaux dans notre système d'éducation postsecondaire.	frais de scolarité. Nous avons développé du matériel et participé à la journée d'action nationale de la FCÉÉ.
Renforcera notre travail de coalition avec la Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants (FCÉÉ), l'Union des Associations des Professeurs des Universités de l'Ontario (UAPUO), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), le Syndicat des Métallos, la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) par intermédiaire de la Coalition ontarienne des universités et collèges (COUC) pour présenter un front commun pour l'éducation postsecondaire publique.	Nous avons continué à améliorer et à développer notre travail de coalition et notre capacité avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉÉ), l'Union des Associations des Professeurs des Universités de l'Ontario (UAPUO), l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), le Syndicat des Métallos, la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO) par intermédiaire de la Coalition ontarienne des universités et collèges (COUC). La coalition a demandé le Centre canadien de politiques alternatives de rédiger un rapport sur les travailleurs précaires dans le secteur postsecondaire.
Fournira des recherches et développera du normatif pour les conventions collectives et du matériel pédagogique pour adresser les inégalités salariales aux campus entre les travailleurs et la direction.	Nous avons fourni des recherches et développé du normatif pour les conventions collectives et du matériel pédagogique pour aider à exposer l'inégalité salariale sur nos campus.
Développera des stratégies et objectifs spécifiques aux sous-secteurs pour reconnaître et éliminer l'écart salarial entre les sexes dans l'éducation postsecondaire.	Nous travaillons avec le comité des femmes du SCFP Ontario pour développer des stratégies pour le secteur.
Continuera à exiger l'éducation postsecondaire gratuite et accessible.	Nous continuons à adopter des résolutions au CTC, à la FTO et aux institutions pour exiger une loi sur les frais de scolarité et l'éducation postsecondaire. Nous travaillons avec le mouvement syndical pour développer des politiques.
Appuiera le travail de Black Lives Matter pour exposer le racisme systémique dans l'éducation postsecondaire, y compris l'adoption de leurs recommandations, pour créer des réformes.	Nous travaillons pour exiger une révision complète des politiques et procédures des institutions pour exposer le racisme systémique dans le système postsecondaire – au niveau des étudiants et du personnel.
Collaborera avec le conseil des autochtones pour s'assurer que les recommandations de la Commission de la vérité et de la réconciliation pour l'éducation postsecondaire soient adoptées.	Nous avons remis une résolution et nous avons développé une campagne sur les études autochtones aux institutions postsecondaires.
Collaborera avec la Fédération canadiennes des étudiantes et étudiants pour mettre de la pression	Nous avons présenté une résolution au SCFP National et au CTC pour demander un financement accru aux programmes de soutien aux étudiants

sur le gouvernement fédéral pour remplir leur engagement envers les étudiants des Premières Nations en augmentant le financement au programme de soutien aux étudiants postsecondaires.	postsecondaires pour les étudiants des Premières Nations.
Mettra de la pression sur le SCFP National pour fournir des ressources pour une campagne de recrutement exhaustif qui cartographie chaque campus, libération syndicale et matériel de campagne progressiste et mis à jour.	Nous développons continuellement une stratégie de recrutement spécifique au secteur. Nous avons organisé une séance de formation sur le recrutement de membres qui inclut des stratégies pour « suivre le travail ».
Organisera des soumissions au groupe de travail national sur l'indemnité de grève qui explique le besoin d'agir sur les changements aux règlements sur l'indemnité de grève pour protéger les jeunes travailleurs et les travailleurs précaires.	Le comité a envoyé une délégation pour faire une présentation au groupe de travail sur le besoin de recevoir l'indemnité de grève à partir du premier jour et les changements requis, comme le nombre d'heures par jour et l'accès à la participation pour les membres avec de différentes habiletés.

Cope343

CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2017

CUPE SCFP Ontario